
Consultation publique du 10 octobre 2025 relative aux niveaux de dotation d'EDF SEI, Gérédis et EEWf au titre du fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour les années 2026 à 2029, au niveau de dotation d'EDM pour 2026, au cadre de régulation associé et à la modification du TURPE 7

Réponse du Sipperec

Comme indiqué dans son préambule, la consultation publiée par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) vise plusieurs objets :

- D'une part une évolution des TURPE 7,
- D'autre part, les niveaux de dotation de certains gestionnaires de réseau de distribution (GRD) (EDF SEI, EEWf et Gérédis) au titre du fonds de péréquation de l'électricité (FPE).

La réponse du Sipperec ne concerne que le premier point relatif à l'évolution des TURPE 7.

PREAMBULE

Le Sipperec est autorité organisatrice sur le territoire de la commune de Villiers-sur-Marne. Sur ce territoire, la Coopérative d'Électricité de Villiers-sur-Marne (CEV) assure la mission de distribution de l'électricité en basse tension (BT).

Le Sipperec a pu constater que les consommateurs desservis par cette entreprise locale de distribution (ELD) ne peuvent pas souscrire un contrat de fourniture en offre de marché : en effet, même si la CEV a conclu des contrats avec pas moins de 14 fournisseurs alternatifs (contrats dits GRD-F), ces derniers exigent du GRD que leur soit offert un accès informatique comparable en tout point à celui mis en œuvre par Enedis. En l'absence d'une telle homogénéité, les fournisseurs refusent de proposer une offre d'électricité à des particuliers.

En effet, à l'ouverture des marchés, chaque GRD a développé son propre système d'information permettant de gérer l'interface avec les nouveaux fournisseurs proposant une offre de marché. Le poids d'Enedis sur le territoire national a conduit à ce que les choix techniques de la filiale d'EDF, dont les développements ont été financés par le TURPE, s'imposent aux autres GRD.

Si les ELD se sont organisées pour pourvoir à certains développements informatiques, notamment concernant la cohérence et l'harmonisation des flux de données, il n'en est pas de même de l'automatisation des webservices, dont le développement, visant la conformité avec les pratiques d'Enedis, constitue un poids financier important.

La CRE est largement informée de ces difficultés puisqu'un groupe de travail réunissant ELD et fournisseurs alternatifs étudie ces questions sous son égide.

Cette situation est préjudiciable aux usagers desservis par les ELD qui ne peuvent pas disposer d'un choix de fournisseurs d'électricité. Elle est également tout autant dommageable aux ELD qui se voient vivement critiquées pour les contraintes au libre choix du fournisseur, conséquence pourtant des décisions relevant de la stratégie commerciale des fournisseurs de marché.

Le Sipperec considère que le financement des développements informatiques permettant à tout usager du territoire national de choisir son fournisseur d'électricité relève de la péréquation. Le Sipperec demande que le coût de ces développements informatiques soient pris en charge par le FPE et donc le TURPE, comme cela a été le cas pour Enedis. Des études technico-économiques auditées par le régulateur ont estimé leur coût autour de 50 M€, soit moins de 0,5% du montant annuel du TURPE ; cet investissement est d'autant plus supportable qu'il est en outre à répartir sur quelques exercices (2 ou 3 exercices probablement, temps nécessaire au déploiement).

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'incitation des délais de raccordement de la qualité d'alimentation des ELD de plus de 100 000 clients ne faisant pas l'objet d'analyse de leurs comptes par la CRE ?

L'ELD présente sur le territoire du Sipperec n'atteint pas le seuil de 100 000 clients : elle n'est donc pas précisément visée par les dispositions envisagées par la CRE.

Le Sipperec est cependant favorable à l'uniformisation sur le territoire du mécanisme d'incitation à la qualité de desserte et de service. Le Sipperec alerte cependant sur la dépendance des services des ELD, dans certaines configurations, à l'égard des services d'Enedis qui pourrait conduire à sanctionner une ELD pour la non-qualité des prestations réalisées par Enedis.

En effet, la présence d'Enedis sur 95% du territoire impose qu'Enedis exploite, la plupart du temps, les ouvrages qui desservent ceux de l'ELD (postes sources notamment et même réseau HTA). Dans cette configuration, la durée moyenne de coupure BT et HTA, comme le délai moyen de raccordement des consommateurs BT≤36kVA, dépendent également des performances d'Enedis sur le territoire des ELD.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux modifications de critères techniques de définition des zones et aux évolutions des listes envisagées par la CRE pour la composante injection-soutirage ?

Le Sipperec partage l'approche développée par la CRE cherchant à mettre en cohérence les zones d'injection HTA avec la situation du réseau HTB pour la composante injection-soutirage.

Le Sipperec renouvelle sa demande que l'information sur la localisation et la typologie des poches soit publiée et mise à jour régulièrement en OPEN DATA¹.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'autorisation d'attribution d'heures creuses méridiennes entre 11h et 14h ?

Le Sipperec n'a pas d'observation particulière sur cette évolution proposée par la CRE sur une suggestion d'Enedis.

Le Sipperec ne conteste nullement l'importance de bien placer les heures pleines et heures creuses pour orienter au mieux la consommation adaptable et modulable sur les plages horaires les moins sollicitées. Il rappelle simplement que **le signal tarifaire n'est qu'une réponse et non l'unique réponse**. En effet, le signal tarifaire n'est efficace que sur les usages « déplaçables » et surtout pour l'essentiel gérables par automatisme (cas des ballons d'eau chaude). Ce n'est pas le cas de tous les usages. Les usages essentiels des consommateurs domestiques ne sont pas déplaçables et placer des heures pleines aux heures où ces usages s'imposent a pour seul effet d'augmenter les factures. La seule issue pour le consommateur est de se passer de cet usage essentiel pour son confort et sa vie quotidienne.

¹ Cf. réponse du Sipperec à la consultation publique n°2023-13 du 14 décembre 2023 portant sur la structure tarifaire des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 7 ».